

Conclusion du comité général de la Filpac CGT

Marc Peyrade, secrétaire général

Tout d'abord, permettez-moi de saluer en votre nom à tous, nos exposants, nos partenaires et toutes celles et tous ceux qui ont permis que nos travaux se déroulent dans les meilleures conditions.

Je voudrais tout particulièrement remercier Valérie et son orchestre chargé de l'organisation, Alain, Marc, Bruno, Manu, Arno, Bastien, Steve, Pascal, René, Christiane, Bernard, j'en oublie évidemment. Applaudissons-les. Bravo et merci mes camarades c'était du Mozart.

Des syndicats qui luttent dans un contexte de tension sociale inédite. Une Filpac lucide, rassemblée, mobilisée et déterminée, voilà, mes camarades, ce que renvoient comme message d'espoir ses trois jours de riches débats qui lancent la préparation de notre 7^e congrès.

Nous avons pu constater la complémentarité entre le travail que nous avons produit à Lille, dont nous devons poursuivre la mise en œuvre, et celui du 49^e congrès de la CGT dans lequel nous nous sommes inscrits pleinement.

Que signifie poursuivre la mise en œuvre des décisions adoptées lors de ces deux congrès ? C'est d'abord constater que nous nous sommes placés en ordre de marche pour affronter des temps très durs. Mais aussi que nos points forts ne le sont pas suffisamment pour mener à bien toutes les tâches que nous nous sommes fixés.

Nos équipes syndicales, nos militants, nos syndicats sont rompus au combat dans les entreprises. Dès que la température monte, les militants de la Filpac CGT sont aux avant-postes et mènent au plan local des luttes très significatives. Les exemples récents abondent : Vertaris, papeterie de Condat, Chapelle-Darblay, Tembec Saint-Gaudens, Brodard Graphique, Hélios Corbeil, Bolloré et imprimerie du Monde, Adrexo, Bussière ...

Ces luttes, souvent radicales dans une entreprise, sont un atout majeur et la fierté de toute la Filpac. Pour autant le compte n'y est pas. Il nous faut encore et toujours œuvrer à surmonter les insuffisances de notre démarche, qui tiennent à des problèmes généraux et non à des questions de déficience locale.

Il est toujours difficile d'organiser la solidarité dans un groupe quand l'une des entreprises est frappée de licenciements ou de fermetures. Cela, nous le constatons tous, nous le déplorons ensemble, Il s'agit désormais de trouver les remèdes collectifs au manque de solidarité.

L'horizon de la revendication, salariale par exemple, dépasse rarement le périmètre de l'entreprise et l'on assiste souvent à la fragmentation des exigences revendicatives au gré des situations particulières à chaque entreprise, même si elles appartiennent au même groupe

Un autre constat qui s'est exprimé dans plusieurs interventions : si nous savons réagir à la montée en température sociale dans nos entreprises, **le lien est difficile à établir entre les revendications immédiates portées par les salariés mobilisés à ce moment et les revendications globales que porte la CGT.**

Combien de fois avons-nous entendu que telle journée d'action confédérale n'était pas le lieu opportun pour y avancer nos revendications, car elles risqueraient de « se noyer » dans le collectif interentreprises et intersyndical constitué ce jour-là.

L'accumulation de conflits de plus ou moins haute intensité peut ainsi apparaître incompatible avec le calendrier confédéral, comme si deux mondes existaient, celui d'une CGT parfaitement réactive au plan de l'entreprise, et parfaitement méfiante à l'égard de la CGT d'ailleurs.

On peut mettre ce problème au compte de la « tactique des luttes » nationale. Mais qu'il nous soit permis de poser différemment le problème : n'est-ce pas là plutôt une interrogation qui s'exprime sur l'opportunité, l'utilité, la pertinence d'avancer de grandes revendications qui semblent hors de portée dans la période ? La réponse est fournie par l'ampleur de l'attaque contre le système de retraite dont la portée commence d'être mesurée par un nombre grandissant d'adhérents et de salariés

Une bonne partie de la démarche revendicative se concentre à ce niveau. La conquête de grandes revendications améliore, voire transforme, le rapport de forces local. De nouveaux droits, les 35 heures, une augmentation générale

des salaires, par exemple, permettent d'apporter à l'entreprise un sang nouveau, un air riche en oxygène social. L'inverse est aussi vrai : les conquêtes de haut niveau s'appuient sur la multitude des actions locales qui un moment se rejoignent.

Sauf que ce qui nous fait encore défaut, en ce moment, c'est la capacité à transformer les nombreuses insatisfactions ressenties en autre chose que des mouvements locaux. C'est un problème général : nous avons tous tiré la conclusion des journées d'action du premier semestre 2009 que le sentiment anti-Sarkozy pouvait gonfler les rangs de la première manifestation, mais que la réussite des suivantes ne pouvait reposer que sur la transformation de ce rejet de Sarkozy en objectifs revendicatifs majoritaires. C'est le but poursuivi par la mobilisation du 23 mars, qui est conçue par la CGT pour une première étape.

Une campagne revendicative permanente ça implique quoi au juste ? D'abord faire en sorte de tourner l'activité revendicative vers un travail de conviction en direction des adhérents et des salariés, auxquels les syndicats doivent soumettre les grandes options revendicatives de la CGT. Il s'agit de récolter les propositions, et revendications des adhérents, puis de soumettre le fruit de cette réflexion collective à tous les salariés. Le but est bien de réaliser un rassemblement majoritaire et unitaire de façon que la mobilisation se construise sur cette base. Préparer les actions par un fonctionnement démocratique où les adhérents comptent réellement dans la prise de décisions, où les salariés se sentent concernés et consultés sur les fondements revendicatifs. C'est également mesurer à chaque instant les modes d'action les plus appropriés et les plus collectifs.

Nous savons que les médias ne se déplacent qu'alléchés par l'odeur d'une séquestration, de quelques vitres cassées parce que le modèle social qu'ils mettent en scène repose sur l'indignation de l'instant et non sur la relation des vrais problèmes sociaux.

Nous ne sommes pas pour un syndicalisme de spectacle.

Rien ne se construira de solide et de durable sans emporter la conviction des adhérents et de la majorité des salariés.

Nous ne sommes pas là pour susciter, organiser et canaliser la colère temporaire des salariés, mais bien pour créer un climat revendicatif tel que cette colère passagère devienne une énergie collective au service de grands objectifs en rupture avec la politique anti-sociale qui a cours en ce moment.

Nous voyons bien qu'il nous faut nous préparer à de nouveaux conflits dans lesquels nous allons trouver un patronat de plus en plus déterminé, fort d'un chômage de masse et d'un gouvernement décidé à passer en force. Le

pouvoir n'est pas motivé par la campagne électorale à venir, mais par le mandat qu'il a reçu du patronat à faire payer la crise aux salariés, actifs, retraités, chômeurs, précaires.

Nous sommes à la fin du premier trimestre 2010 et ce qui nous attend est clairement énoncé. Le gouvernement veut, quoi qu'il advienne de la popularité du président, mener à bien la sale besogne contre les retraites, le gouvernement accepte la destruction des emplois, l'encourage comme il soutient la baisse des salaires et de la protection sociale. Ce ne sont pas de petits obstacles. Nous ne les surmonterons avec succès qu'à la condition expresse de transformer la somme des mécontentements locaux en mouvement revendicatif rassemblé sur des grands objectifs.

Notre tâche de direction syndicale est donc bien de nous préparer, de préparer nos adhérents, nos militants à assumer ces conflits.

Mais aussi d'aider nos équipes syndicales à inscrire la moindre lutte ou conflit dans un ensemble plus grand, plus global. En systématisant la méthode de la charte revendicative. Et comme l'a souligné Patrick, inscrire la mobilisation de nos équipes syndicales dans la durée, sur de grands objectifs, qu'elle ne soit pas tributaire du premier revers subi, qu'elle contribue à bâtir un mouvement majoritaire.

Dès lors comment poser la question de la « syndicalisation » ? *Pascal l'a exprimé hier.* Il convient, à notre avis, de parler de syndicalisation comme d'un acte qui découle de l'activité revendicative permanente. Mais il faut tout de suite rajouter que la réussite d'une campagne de syndicalisation découle d'une activité revendicative orientée désormais vers l'ensemble du salariat. Pour provoquer un mouvement conséquent de salariés qui rejoignent la Filpac, la CGT, faut-il encore l'avoir déclenché par la conviction qu'ont ces salariés que nous nous battons pour leurs intérêts, leurs revendications, et qu'ils y ont leur place de ce fait.

Le 6^e congrès fédéral avait adopté une décision sur cette syndicalisation. Cet effort a été bénéfique dans des secteurs et des entreprises où la CGT était à construire. En revanche, dans ce qu'il est convenu d'appeler les secteurs traditionnels, il existe clairement un déficit.

De quel déficit s'agit-il ? L'étude de Secafi comme les réponses au questionnaire dont l'autre Pascal a donné une première synthèse le montre :

- Des zones à défricher.
- Des endroits considérés comme stratégiques pour demain où il faut absolument s'implanter faute de quoi la CGT peut être contournée.

- Mais aussi, des catégories, des services, des ateliers voisins de nos implantations mais dont on ne s'occupe pas par tradition.

Le slogan « syndiquez-les tous » reste de ce point de vue une idée neuve. Mais n'a-t-on pas vu jusqu'à présent la syndicalisation de façon trop traditionnelle, comme une opération volontariste de placement de cartes – ce qu'il faut bien faire ?

Quel est le ressort de la syndicalisation ? On se syndique parce que les délégués suscitent cet acte. L'efficacité des délégués, leur activité, leur disponibilité, leur proximité, le fait que leurs propositions syndicales collent avec les intérêts du plus grand nombre de salariés. On se syndique parce qu'on perçoit que ses intérêts sont bien placés. Mais aussi parce que le syndicat est ouvert, accueillant, convivial, qu'y être rompt avec la compétition individuelle imposée dans les rapports sociaux en vigueur, avec le stress, avec l'individualisme.

Obtenir que des salariés rejoignent la Filpac CGT revient à combiner la valeur des réponses de fond qu'elle apporte, elle et la CGT tout entière. Elle doit en outre se marier avec une pratique syndicale qui parvient à lier l'action revendicative permanente et l'accueil, la place, l'espace, qui reviennent aux salariés qui cherchent des appuis pour leurs intérêts.

Une autre difficulté de la syndicalisation réside dans le temps qui lui est alloué au cœur d'une action quotidienne ô combien prenante, qui semble ne plus laisser de temps pour ça. Et en matière de manipulation des agendas, les directions patronales sont passées maîtres... C'est bien le temps de la syndicalisation qu'il nous faut reconquérir au cœur de notre pratique quotidienne, à tous les échelons de l'organisation.

Tous ensemble donc même si nous ne sommes pas tous pareils pour répondre à la préoccupation d'Anne.

Nous devons sûrement mieux et plus travailler les complémentarités et cela à tous les niveaux. Mais personne à la Filpac ne pense qu'au nom du spécifique, il faille cultiver systématiquement des différences à tout prix afin justifier d'une indépendance. Nous ne pouvons disperser nos forces, nous n'en avons pas suffisamment. S'il y a besoin d'une autonomie de réflexion, celle-ci doit constituer un apport pour tous les syndicats et trouver des traductions concrètes et rapides dans notre activité de syndicalisation. Le besoin exprimé par Hubert, Romain et Olivier de mettre en place un collectif spécifique journaliste doit s'entendre dans ce cadre.

Là encore, tout s'appuie sur la nécessité de produire des revendications partagées par le plus grand nombre de salariés. Car les journalistes, comme les employés, comme les cadres, comme les ouvriers, attendent du syndicat, qu'il prenne en compte leurs préoccupations, et qu'ensemble, on y trouve des réponses.

Le moins que l'on puisse dire c'est que dans notre société il n'y a pas aujourd'hui un abus du tous ensemble.

C'est en fonction de ces tâches-là, activité revendicative et de syndicalisation, que se pose dès lors la question de l'évolution de l'organisation.

A Nantes les syndicats de la CGT ont décidé de tenir d'ici à la fin 2011 des assemblées, des congrès, pour reconsidérer leur organisation, leur implantation syndicale et les efforts de syndicalisation nécessaires.

La résolution N°4 prévoit notamment que chaque syndicat, chaque organisation de la CGT tiendra une assemblée générale ou un congrès avant le 31 décembre 2011.

La résolution N°5 nous invite à rendre effectif des espaces de travail sur les enjeux revendicatifs communs entre les fédérations. C'est aussi une invitation pour chaque fédération à s'interroger sur son rôle et sa mission. C'est enfin faciliter le travail commun pouvant aller jusqu'au dépassement de la structuration actuelle des fédérations.

Pas davantage qu'hier il n'est question de définir un profil type de syndicats. Mais il est toutefois nécessaire d'être bien clair sur quelques principes d'évolution.

Le syndicat est notre point d'appui fondamental. C'est lui qui assure l'assise globale de la CGT et de la Filpac en particulier, c'est de son fonctionnement dont dépend la qualité du travail revendicatif, la mise en mouvement des salariés eux-mêmes, la vie démocratique de l'organisation, sa capacité à coordonner l'activité sur un plan professionnel et un plan interprofessionnel.

De la même manière que ce n'est pas aux salariés de s'adapter aux structures des syndicats, ce sera bien à la Fédération de s'adapter aux évolutions que les syndicats auront décidé et aux modes d'organisation susceptibles de répondre aux besoins du plus grand nombre de salariés, quelle que soit la diversité des situations professionnelles.

Notre priorité, nous l'avons répété à plusieurs reprises, est de dynamiser l'activité des syndicats sur le lieu de travail. Faire en sorte qu'un salarié, quel que soit son employeur, sache que la CGT est là, que des militants peuvent intervenir, qu'il n'y a aucune zone de non-droit syndical. Mettre en place, avec eux, des formes de travail en réseau s'appuyant sur les technologies de l'information où la branche et le territoire sont présents, tisser les liens de solidarité entre des salariés et faciliter les actions communes envers les instances de pouvoirs économiques et politiques où qu'ils soient, favoriser les coordinations syndicales au sein des groupes qui sont des lieux où des formes de solidarité peuvent s'exprimer, où

des politiques revendicatives commune peuvent être menées par l'ensemble des structures de la CGT concernés.

Cela se fera par l'édification d'une « démarche revendicative convergente », la méthode de la charte revendicative est faite pour ça. La mise en place systématique d'un travail interfédéral est une nécessité absolue que personne ne conteste. Non moins vitale est la nécessité d'occuper le territoire car, et la période que nous vivons le démontrera encore, aucune grande lutte revendicative ne peut se mener sans que des solidarités se construisent dans le tissu industriel local, départemental, régional. Là où nous l'expérimentons comme à Toulouse c'est une réussite.

C'est l'ensemble de ce processus que nous avons engagé à Lille et que nous confirmons et décidons d'intensifier aujourd'hui par les travaux de notre comité général.

Le secrétariat fédéral a proposé au CEN une nouvelle organisation et de nouvelles attributions de responsabilité en son sein. La direction nationale a décidé de me confier un poste à lourdes charges, celui de secrétaire général, Michel souhaitant par là initier la préparation du 7^e congrès fédéral de 2011. La transmission de ce mandat majeur se déroule dans l'esprit collectif d'une équipe unie. Le fait n'est pas si fréquent, c'est pour cette raison que je me permets de le souligner avec une satisfaction partagée.

Il ne s'agit pas d'un départ de Michel, évidemment membre du secrétariat.

Michel incarne la Filpac CGT depuis sa création en 1986. Comme on le sait, notre fédération est le produit d'une fusion de deux fédérations. La Fédération des travailleurs des industries papetières et la Fédération française des travailleurs du Livre. Si cette fusion a marché, c'est qu'elle n'était pas en toc, encore moins un mécano, mais bien le fruit d'actions et de luttes communes. Celle de la Chapelle-Darblay, en 1983, a scellé l'action des papetiers et des ouvriers du Livre pour la sauvegarde d'une industrie de production du papier journal.

C'est bien cette lutte-là qui a alimenté le rapprochement à l'œuvre et lui a donné un contenu qui, à l'évidence, était d'une efficacité supérieure à ce qui existait auparavant.

Michel est ainsi celui qui a largement contribué à constituer ce socle solide sur lequel se construit aujourd'hui l'avenir. Ce qui est d'autant plus remarquable que chaque fédération possédait à l'origine de longues traditions historiques qui ne puisaient pas exactement aux mêmes sources du syndicalisme CGT. Pourtant, le fait est là, la greffe a pris au point que personne ne peut sérieusement la remettre en cause. Ce qui est devant nous donc, c'est reprendre cet acquis. Le faire fructifier dans une situation certes différente.

La conception d'une fédération non figée, qui ne réduit pas son rôle à une posture de repli sur ses particularismes, est bien le trait fondamental de la Filpac. A aucun moment il faut nous départir de cet esprit d'ouverture et de recherche permanente du mouvement réel du salariat, des innovations technologiques, des évolutions en cours dans les entreprises et les groupes.

Du point de vue des acquis à faire fructifier il y a bien entendu la conception d'une fédération très tôt engagée dans la construction d'un nouveau mouvement syndical international, dont les données ont été bouleversées par la chute du Mur de Berlin et la fin de la division mondiale en deux camps au périmètre bien établi. L'utilité d'un mouvement syndical international devient une évidence dans la mondialisation actuelle, Michel, et avec lui un nombre toujours croissant de militants, continue d'y exercer ses importants mandats.

D'ailleurs, deux rendez-vous majeur pour lesquels la Filpac sera fortement impliquée se tiendront en France en 2011 : le congrès d'Uni Europe et la Conférence mondiale graphique.

La fédération à venir comme toute la CGT d'ailleurs, doit établir sa propre base de référence, son « programme » en quelque sorte. Les élections à cet égard montrent que, même si la politique du pouvoir en place est sanctionnée, l'essai ne sera transformé que si la sanction devient force revendicative et sociale. A cela Michel à toujours veillé, parfois contre vents et marées. Il ne s'agissait pas de principe bâti une fois pour toute, mais du constat que la fédération et avec elle la CGT gagnerait en autorité et en audience **en cultivant son jardin syndical**, selon les termes célèbres d'Henri Krasucki. Eh bien, une fois encore, cette conception est toujours la nôtre, à savoir développer un syndicalisme dans une CGT majeure, capable d'établir ses propres critères fondamentaux pour être en phase avec un nombre le plus grand possible de salariés.

Mes chers camarades, les travaux de notre comité général touchent à leur fin.

Ils ont permis de régler la hausse de tir de la démarche revendicative, pour le 23 mars et la construction de la mobilisation unitaire, en particulier dans la perspective de la confrontation sur le régime de retraite.

Mais également la conduite et l'ouverture de nombreux chantiers, parmi lesquels la mobilisation et la négociation en PQR PQD au sujet de laquelle nous savons bien qu'il nous faudra en plus du travail effectué dans les entreprises rapidement organiser un rassemblement national.

La préparation d'une action nationale papetière en défense de l'emploi et des salaires que nous souhaitons tenir avant les vacances.

Les rendez-vous d'actions dans les industries graphiques et notamment la tenue d'une journée débat-concert dans les

premiers jours d'avril. Cette journée est opportune puisque nous venons d'apprendre que le ministre Estrosi nous reçoit à notre demande le 6 avril prochain.

Au compte de ces chantiers figure toujours la bataille centrale de l'information que nous devons poursuivre et intensifier.

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive, elle n'a de fonction que de rappeler que le comité général ouvre un nouveau cycle d'actions, et c'est bien la meilleure façon de préparer le 7^e congrès de 2011.

Compte tenu de la grande cohérence des attaques patronales qui traversent toutes nos filières professionnelles, nous devons considérer que chaque action, chaque rendez-vous de la Filpac, chaque mobilisation, quel que soit le secteur concerné, devient l'affaire de toutes et tous, et de tous les syndicats. Il s'agit là d'une démarche collective qui nous permettra de renforcer la solidarité entre les différents acteurs syndicaux de notre fédération.

Pour finir. De part les multiples luttes enregistrées dans les entreprises et compte tenu du changement de saison,

chacun sent bien qu'en ce début de printemps rien n'est joué en cette année 2010 cruciale.

La colère, l'exaspération montent dans le pays contre l'injustice.

C'est donc avec de l'ambition, aussi bien dans leur filière professionnelle que sur leurs territoires géographiques, que nos syndicats, nos militants, toute la Filpac, va s'engager dans le grand mouvement de mobilisation et d'actions appelé par la CGT et qui commence dès la semaine prochaine.

Mes chers camarades, nous aurons tous à cœur de construire une Filpac plus nombreuse, plus vigoureuse au cœur des luttes et des mobilisations à venir.

Vive la Filpac, vive la CGT et tous ensemble vers notre 7^e congrès.

Montreuil, le 19 mars